

trouve à l'ouest de la province d'Ontario, s'étendant vers la Colombie-Anglaise. Et quand il s'est agi de construire un chemin de fer pour mettre en valeur les territoires ainsi acquis, ce n'est pas le premier ministre d'aujourd'hui ni ses partisans qui favorisèrent la réalisation du projet.

Si l'on considère tout cela et si l'on considère de plus que la politique douanière en vigueur depuis quatorze ans est, pour ainsi dire, celle qui a pris le pays dans le découragement le plus profond et l'a mis dans le chemin de la prospérité, les députés de la droite ont mauvaise grâce même à parler des grandes et merveilleuses ressources du Canada, s'ils ne vont pas un peu plus loin et s'ils ne déclarent pas à qui ces avantages sont dus.

Le paragraphe suivant a trait à une question qui a été discutée une fois ou deux en ce pays et qui, récemment, a été l'objet d'une controverse dans l'une des provinces. En voici le texte :

Nous avons conclu avec le Gouvernement de Sa Majesté les négociations pour l'achat de l'amirauté des deux croiseurs, le "Niobé" et le "Rainbow", qui sont arrivés au Canada et stationnent maintenant dans les eaux canadiennes conformément à la politique adoptée à la dernière session dans le but de créer un service naval.

On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi ce passage a été inséré dans le discours du trône. Il ne nous apprend rien. Chacun savait que le "Niobé" et le "Rainbow" se trouvaient au Canada et que des négociations avaient eu lieu entre le gouvernement fédéral et les autorités de la Grande-Bretagne relativement à ces vaisseaux. Si le discours du trône avait ajouté que le Gouvernement a acheté ces vaisseaux de la mère patrie pour être le noyau de notre flotte canadienne, nous saurions à quoi nous en tenir. S'il nous avait dit que ces vaisseaux ont été loués ou pris à bail, il nous eut fourni quelques renseignements. Mais ce n'est pas rendre justice à la Chambre que de se servir d'un langage aussi ambigu dans le discours du trône, de déclarer que des négociations ont eu lieu au sujet de l'achat de ces vaisseaux et d'ajouter que ceux-ci se trouvent maintenant au Canada. Le ministère est censé faire des confidences au Parlement, et fournir aux représentants du peuple l'occasion de répondre d'une manière intelligente au discours du trône, bien qu'il ne soit pas humainement possible de connaître par ce passage la situation réelle.

Puisqu'on a tant parlé de la marine et qu'hier soir encore le ministre des Douanes (M. Paterson) a consacré tant de temps à chanter les louanges de cette "flotte construite au pays" avec des matériaux et par des ouvriers canadiens, je crois que nous sommes excusables de demander comment concilier la politique ministérielle relative à une "marine construite au pays" et cette

déclaration du discours du trône au sujet des négociations avec le gouvernement de la Grande-Bretagne et de la présence de ces deux vaisseaux au Canada. Qu'en savons-nous? Nous savons qu'à l'heure qu'il est il existe une vive rivalité entre deux grandes nations de l'univers, au nombre desquelles se trouve l'Angleterre, quant à l'augmentation du nombre et à l'amélioration des armements de leurs vaisseaux. Nous savons que, grâce à la politique du présent Gouvernement, la flotte anglaise compte deux vaisseaux et 800 marins de moins qu'il y a deux ans. Et pourtant, au dire du premier ministre et de son cabinet, cette démarche a eu lieu conformément à la politique énoncée par le présent Gouvernement, politique, dit le ministre de la Marine et des Pêcheries (M. Brodeur) qui a été suivie conformément aux conseils donnés en 1909 par le très honorable Reginald McKenna. Mais, en réalité, M. McKenna a suggéré tout autre chose: de nous unir pour aider à l'empire à entretenir une flotte. Cependant le résultat pratique, je le répète, c'est que nous avons déboursé quelques millions et que le service naval de l'Angleterre compte deux vaisseaux et 800 marins de moins qu'il y a deux ans.

Et pourquoi cela? Y a-t-il un député qui puisse dire ouvertement sur le parquet de la Chambre pourquoi cette flotte existe. On nous dit que six, peut-être huit, jeunes gens sont formés, l'un, fils du distingué ministre de la Marine qui, les journaux d'Halifax l'ont déclaré, l'a offert en sacrifice à son pays en lui permettant de faire partie de la flotte. Nous avons dépensé des millions de dollars; nous avons enlevé à la marine impériale deux vaisseaux et 800 marins et nous avons six à huit jeunes qu'on exerce à faire quelque chose—Dieu sait quoi—quelque part.

Lorsque le premier ministre et ses partisans reprochent aux membres de la gauche de remplir leur devoir envers la mère patrie, nous pouvons signaler avec orgueil l'attitude constante du parti conservateur, nous pouvons dire que nous avons jamais refusé de secourir la mère patrie dans les circonstances critiques qui peuvent se présenter, et que nous avons trop de respect pour l'intelligence des députés de la droite pour croire qu'il y a parmi eux un seul homme qui ne comprenne pas la différence qui existe entre une contribution d'urgence dans un temps de crise, qui peut avoir lieu une fois et ne jamais se renouveler, et une contribution annuelle du Canada au trésor anglais.

Nous pouvons avoir eu tort ou raison, à la dernière session, de croire qu'une crise était imminente. Il y a un an j'entretenais une forte conviction qui n'a pas changé, mais je n'ai pas l'intention d'en parler aujourd'hui. A tort ou à raison les membres de